

J'ai pas eu le temps de le lire, laissez le moi SVR

**ann**  
AGENCIA NUEVA NICARAGUA

Zürich/Managua: bulletin hebdomadaire no 236 / 13 février 1991

# bulletin hebdo



## Le FSLN et la paysannerie

Sylvia Torres

Managua, 6 février (ANN/Barricada). Selon certains, un des talons d'Achille du gouvernement sandiniste a été sa relation avec la paysannerie. Le FSLN s'est attaché durant ces dix années à transformer les structures agraires. Pourtant, en milieu rural, seulement 36,4 % des électeurs lui ont donné leur vote. Malgré cela, la plupart des paysans, des plus pauvres aux grands producteurs en passant par certains contras démobilisés, reconnaissent qu'aujourd'hui la paysannerie n'est plus la même. Confrontés à la nécessité de réélaborer leur programme, les sandinistes abordent avec franchise l'actuel rapport de force, son origine et les perspectives d'avenir.

Le FSLN a-t-il une chance de retrouver la confiance et l'appui de la population rurale? Les dirigeants de base répondent invariablement que cela dépendra de son comportement quant à la défense des intérêts paysans. Cela dépendra également de la confiance que le FSLN témoignera aux paysans et de la liberté d'action qu'il leur laissera. Le pari ne paraît pas impossible à certains cadres tels Antonio Zamoa, qui pendant dix ans a vécu la guerre à Wiwilí et Pantasma, dans le nord, ou Marvin Castro, secrétaire politique à Wiwilí. Leur avis est

partagé par Chico Sáenz, éleveur et fondateur de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) à Matagalpa. Tous sont d'accord : il faut réviser ce qui a été fait.

### UNE POLITIQUE RURALE VENU DE LA VILLE

"Si l'application de politiques visant à la justice sociale est indéniable, nous devons reconnaître qu'elles venaient de la ville", constate M. Castro. Les réquisitions en constituent un bon exemple, pas si éloigné dans le temps. Cette pratique destinée à protéger l'approvisionnement de la population urbaine, a marqué le souvenir de bien des paysans auxquels la police ou le représentant du ministère du Commerce intérieur venaient retirer quelques kilos de haricots ou de maïs, ce qui était perçu par les intéressés comme une atteinte à leur liberté.

Un gros producteur de cette même région, dont le neveu est un ancien chef contra, soutient que le Front sandiniste a perdu la sympathie des gens à cause des confiscations injustes. Il reconnaît qu'au cours des premières années, les choses se sont bien passées mais il n'a pas accepté les attributions de terres et

de crédits aux coopératives "qui n'ont servi qu'à rendre les gens paresseux". Cette opinion, que l'on pourrait attribuer à sa position de classe, trouve cependant ses racines dans la culture paysanne. "Pour donner à manger aux paysans et les sortir de leur archaïsme, on a manqué de respect à leur mode de vie", estime C. Sáenz. Selon lui, les agriculteurs des coopératives qui étaient souvent d'anciens ouvriers agricoles semi-

### SOMMAIRE

Non au "pragmatisme concertant"

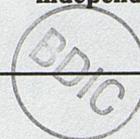
Le Nicaragua sur la route de la drogue

Un humble fils de la montagne

Nouvelle Barricada

Une victoire des milieux de la presse

La deuxième indépendance d'Haïti



60 P 11481

prolétarisés, ont dû se soumettre à un mode centralisé de production et de distribution des excédents. Aujourd'hui, la plupart de ces coopératives ont été réparties en parcelles. Dans le nord du pays, où la domination latifundiste marquait les rapports de production, les confiscations et la coopérativisation ont provoqué chez les paysans le sentiment que leurs espoirs d'accumulation étaient anéantis.

Traditionnellement, la terre est conçue comme le fruit d'un travail et une terre offerte après avoir été retirée à quelqu'un n'est pas moralement acceptable. Certains bénéficiaires de la Réforme agraire ont eu l'impression que si on leur donnait une terre arrachée à un autre, elle pourrait leur être enlevée de la même façon. Les nombreuses limitations à la vente ou à l'héritage imposées par les titres de propriété ont contribué à l'insécurité. Mais "on ne peut en déduire qu'il était mal de distribuer la terre et qu'au lieu de coopératives et de fermes d'Etat déficitaires, il aurait mieux valu un patron", affirme M. Castro. Pour lui, la critique doit être replacée dans le contexte historique particulier qu'a constitué entre autre la guerre d'agression.

#### LE FSLN A-T-IL UN PROJET POUR LE SECTEUR RURAL ?

A peine signé l'accord de démobilisation de la contra, des milliers d'anciens combattants se sont regroupés dans les régions de Matagalpa et Jinotega. Les "politiques" de l'UNO ont pensé pouvoir profiter de cette avalanche pour démonter tout ce qui avait, de près ou de loin, un rapport avec la Révolution. Les durs du gouvernement se sont rendus compte qu'indépendamment des résultats électoraux, la nouvelle opposition était suffisamment combative et déterminée pour se défendre. Bon nombre de démobilisés de la contra se sont alors refusés à servir d'instruments à un nouvel affrontement.

L'appui du FSLN à un monde paysan frustré dans ses attentes au cours des premiers mois de gouvernement serait le meilleur chemin pour tenter de récupérer une base à la campagne et cela non seulement dans une perspective électorale mais aussi en fonction de la raison d'être même du FSLN, la justice sociale et le progrès. Les dirigeants de base apprécient différemment les perspectives futures selon leur propre expérience sur le terrain.

Pour le dirigeant départemental de Matagalpa, F. González, la faiblesse de la base militante ajoutée au retour massif des contras mettent le FSLN en mauvaise posture. Il estime que le parti n'a pas de stratégie rurale et ne "développe pas suffisamment de présence militante parmi les paysans". L'UNAG ne regroupe que 10 % d'entre eux, signale-t-il. Jusqu'en février dernier, le FSLN et l'UNAG maintenaient des permanents dans chaque commune, mais après l'échec électoral, leurs structures se sont réduites à l'extrême.

C. Sáenz voit certains aspects positifs à cette situation. Avant, c'était les "politiques" qui s'occupaient des transactions avec la banque ou le gouvernement. Aujourd'hui, ce sont les paysans eux-mêmes. "Quand il y avait une assemblée, on les amenait en véhicule, on leur cherchait un endroit pour dormir, pour manger et il y avait toujours des mécontents. Maintenant, ils y vont seuls parce que nous ne sommes plus suffisamment nombreux pour prendre tout en charge".

A la campagne, plus que la fonction politique, c'est le charisme personnel qui compte, estime M. Castro. "Celui qui prouvera dans la pratique qu'il est aux côtés des paysans les gagnera." Mais cette audience n'est jamais acquise, elle se conquiert jour après jour. "Certains pensent qu'ils ont accumulé un capital politique et qu'ils peuvent vivre de ses intérêts : ils se trompent."

Luis Pichardo a travaillé comme permanent du FSLN à Río Blanco, dans le centre du pays, avant de s'installer comme agriculteur dans la région. Il affirme que les militants de la commune ont plus d'audience auprès de la communauté aujourd'hui qu'ils sont revenus à leurs anciennes activités. Mais ils se sentent "coupés de la direction".

Aujourd'hui, pour les militants sandinistes du secteur rural, il s'agit de définir la meilleure manière, à la lumière des expériences positives et négatives passées, d'influer sur les luttes de demain.

#### NON AU "PRAGMATISME CONCERTANT".

Managua, 4 février (ANN/Barricada). Le quotidien *Barricada* a publié dans sa nouvelle rubrique "Forum des lecteurs" la contribution d'un militant, Agustín Sequeira. La critique qu'elle comporte, bien que sans nuances, aborde des thèmes qui font partie des inquiétudes de la base. Ce sera en principe lors du Congrès que devront être apportées des réponses aux questions soulevées ici.

Je pense que le FSLN a perdu de sa capacité d'action à la base, de son esprit de lutte au quotidien et cela non pas à cause de l'échec électoral, comme l'ont prouvé les journées de mai et de juillet. Le déclin s'est aggravé et se poursuit pour les raisons suivantes:

- 1) Aucun dirigeant n'a rendu de compte ni n'a procédé à une rectification, comme si dans l'histoire les phénomènes politiques et les faits survenaient par pur hasard, comme s'il n'y avait pas de responsables des réussites et des erreurs.
- 2) On trouve dans le FSLN de pseudo-dirigeants qui se sont fait introniser au nom du peuple dans les structures de décisions. Or, non seulement ces personnes ne

sont pas représentatives mais elles ne jouissent pas du moindre crédit moral qui leur permette de continuer leur sermon sandiniste.

- 3) Certains continuent à arborer le rouge et noir afin de pouvoir encore confisquer aux véritables sandinistes le droit de prendre les décisions qui concernent le FSLN et la Révolution. Ils le font à travers les différentes instances de négociation avec le gouvernement, à travers les médias auxquels ils ont accès et dont ils ont parfois le contrôle. De là, ils dictent au peuple - dont beaucoup d'entre eux sont issus - les modes de pensée et d'action qui les confirment en tant que représentants légitimes.
- 4) Il n'existe aucune transparence dans les finances du FSLN, et cela même au niveau des comités de direction départementale et municipale. Encore moins au sein des fameuses entreprises soi-disant "du parti" et que certains inconditionnels des sphères de la direction contrôlent à titre personnel, avec des salaires, des frais généraux et des privilèges qui sont une offense pour les militants réduits au chômage et à la misère. Ce sont les mêmes qui par leur embourgeoisement nous ont coupés des travailleurs. Ce sont les mêmes intouchables qui considèrent comme une hérésie qu'on puisse leur signaler leurs torts, leurs déviations et leurs trahisons.
- 5) La "Commission d'Ethique" constituée au Crucero a été une manière de faire taire les critiques des militants contre certains dirigeants de l'Etat et du parti. Cette commission n'a jamais provoqué ni utilisé les accusations exprimées au niveau régional. Si elle est parfois descendue jusqu'aux régions, nous n'avons pas connaissance d'un seul cas où elle ait agi. Au contraire, parfois, les "intouchables" ont été promus à des postes plus importants.
- 6) On continue à mépriser l'opinion de la base et la volonté de la majorité. Pourquoi la composition de l'Assemblée sandiniste n'a-t-elle pas été changée?

Le FSLN, ainsi que ses biens, appartient au peuple et aux militants révolutionnaires et il doit être totalement à leur service si nous voulons inspirer la foi, la confiance et l'espoir desquels naîtra un parti moralement irréprochable et qui pourra s'adresser sans honte au peuple. C'est à lui que nous nous devons et c'est pour lui que nous existons en tant que parti.

Les raisons pour lesquelles le FSLN est né et pour lesquelles tant de sang a coulé sont aujourd'hui plus valables que jamais. Le caractère criminel de l'impérialisme est plus évident, ses laquais plus soumis, il y a plus de faim, plus d'enfants qui meurent, plus d'inégalité, plus de mépris pour les droits élémentaires, le travail, l'éducation, la santé, la vie même.

Laissons donc tomber les discours pragmatiques! La pratique révolutionnaire est du côté des pauvres, des travail-

leurs, des humiliés. Tout le reste n'est que verbiage opportuniste. De quel "pragmatisme concertant" pouvons-nous parler avec les mères et les infirmes de guerre, avec les chômeurs, avec les travailleurs qualifiés rejetés par la bourgeoisie, avec ceux à qui on refuse le droit d'étudier, avec les militaires licenciés?

Ceux qui s'accrochent de ce régime bourgeois et pro-impérialiste tout en tirant à eux la couverture rouge et noire et en avançant un discours pragmatique ne sont pas sandinistes. Ou en tout cas, ce n'est pas le sandinisme que je veux. Ce n'est pas non plus celui que nous ont légué les artisans et les théoriciens de l'avant-garde révolutionnaire.

## LE NICARAGUA SUR LA ROUTE DE LA DROGUE

Scarlet Cuadra

Managua, janvier (ANN/Barricada Internacional). Le trafic de drogue est à l'ordre du jour au Nicaragua. L'augmentation du nombre des consommateurs n'est plus qu'une question de temps, mais la rapide généralisation de ce phénomène n'a pas l'air d'inquiéter certaines autorités. Il a son origine, affirment certains, dans les liens que quelques fonctionnaires du gouvernement actuel ont tissés avec les narcotrafiquants quand ils étaient membres de la contra. La connexion semble ne pas avoir disparu, même si elle se poursuit dans le dos du gouvernement. Pour d'autres, le projet est plus large. Il s'agit d'utiliser le Nicaragua comme couloir d'acheminement vers les Etats-Unis, ce qui permettrait de justifier la présence de conseillers de la DEA (Drug Enforcement Administration, bureau anti-drogue des Etats-Unis) spécialisés dans la lutte contre le fléau.

Au cours des dix dernières années, la consommation de drogue au Nicaragua (surtout de la marijuana) n'était le fait que d'un secteur réduit de la société. Durant cette période, la police n'a confisqué que de petites quantités de cocaïne. Selon les autorités policières, c'est la guerre qui empêchait que la route de la drogue passe par le Nicaragua.

En 1985, R. Reagan, qui était alors président, avait rendu publique une photographie prise sur un aéroport près de Managua et sur laquelle on voyait des individus déchargeant des sacs. Il avait alors affirmé qu'il s'agissait de cocaïne et que Tomas Borge, Daniel et Humberto Ortega étaient impliqués dans ce trafic. Bien que la DEA ait démenti par la suite, la calomnie a eu la vie dure.

## LES VIEUX RENARDS

Tandis que Reagan accusait les sandinistes, au Costa

Rica la contra recevait des armes et renvoyait de la drogue aux Etats-Unis. Une enquête de la sous-commission du Congrès étatsunien présidée par le sénateur John Kerry révéla en 1986 que "la politique de Reagan en faveur des contras a contribué au trafic illégal de drogue vers les Etats-Unis". Le rapport Kerry confirma la participation des contras au trafic de cocaïne et l'utilisation de fonds du Département d'Etat pour le transport de la poudre. L'investigation du Congrès avait conclu que les principaux dirigeants de la contra avaient établi des liens avec les narcotrafiquants et avaient lutté entre eux pour le contrôle de ce commerce. Adolfo Calero, au Honduras, et Fernando Chamorro, John Hull et des parents d'Aristides Sánchez, au Costa Rica, ont été signalé comme les principaux chefs de la connexion contras - cartel de Cali.

C'est dès sa création en 1982 et avec la bénédiction de la CIA que la contra est liée à la drogue. Le trafic a duré pendant la toute guerre, qui a coûté la vie de milliers de personnes mais en a enrichi d'autres.

#### NEGOCE OU STRATEGIE ?

Quelques jours après l'investiture de Violeta Chamorro, en avril 90, un camion en provenance du Costa Rica et se dirigeant vers le Honduras a été arrêté à la frontière. Il transportait 150 kilos de cocaïne. Le ministre de l'Intérieur, Carlos Hurtado, avait alors déclaré que les trafiquants avaient "voulu profiter des activités de la passation de pouvoir pour faire transiter la drogue par le Nicaragua".

En juin de cette année, l'atterrissage forcé près de Chinandega d'un petit avion immatriculé en Colombie avait permis l'arrestation de ses deux passagers et la confiscation des 300 kilos d'heroïne. Lors de ces deux affaires, C. Hurtado a insisté sur la nécessité d'établir des contacts avec la DEA et Interpol. Ces déclarations apparemment anodines pourraient représenter en réalité une discrète invitation. La lutte contre la drogue permettrait, comme au Pérou, en Bolivie ou en Colombie, le contrôle des organisations populaires et de la gauche.

Par ailleurs, des parents d'élèves ont dénoncé dans *El Nuevo Diario* la présence de dealers dans les lycées de la capitale, ce qui confirme l'existence d'un réseau qui s'attaque aux jeunes. Pour beaucoup, ce soudain intérêt pour le marché local est très suspect, surtout s'il l'on tient compte du faible pouvoir d'achat de la population; ils y voient une manoeuvre politique visant à miner la jeunesse nicaraguayenne. Celle-ci, parce qu'elle est très politisée, représente en effet un gêne pour la stratégie néolibérale prévue pour la région. Pour les Etats-Unis, il est plus efficace et moins cher de faire tomber la jeunesse dans le piège de la drogue que de faire une nouvelle guerre en Amérique centrale.

#### UN HUMBLE FILS DE LA MONTAGNE

Entrevue avec Israel Galeano, par Irene Sélser

**Managua, 5 février (ANN/El Semanario).** La journaliste Irene Sélser a posé quelques questions "gênantes" à l'ancien chef contra Israel Galeano (Franklin) qui, au cours de ces derniers mois, s'est mis dans le rôle du conciliateur, du modéré, du simple paysan qui ne cherche qu'à défendre la cause des siens par la négociation avec le gouvernement et avec les sandinistes.

*Irene Sélser: Vous avez brandi la menace d'un retour aux armes si le problème de la terre n'était pas résolu...*

**Israel Galeano:** C'est normal, beaucoup de gens se sentent frustrés, y compris ceux qui ont voté pour un changement de gouvernement. Ils étaient avant dans une situation critique à cause de la guerre; aujourd'hui ils sont désespérés à cause de la pauvreté.

*IS: Si la menace des armes persiste, c'est donc qu'il y en a encore?*

**IG:** Au Nicaragua, on peut manquer de tout sauf d'armes.

*IS: Mais n'aviez-vous pas affirmé que la Résistance les avait toutes rendues?*

**IG:** Oui, nous avons rendu toutes les armes. Plus de 5 000 de nos hommes sont rentrés désarmés du Honduras et la majeure partie des armes qui étaient aux mains de nos courriers dans la montagne sont passées aux effectifs désarmés. Mais il reste les armes que nos *muchachos* ont récupérées dans les coopératives.

*IS: Quels "muchachos"?*

**IG:** Certains démobilisés qui ont retrouvé des parents dans les coopératives et se sont joints à eux.

*IS: En entrant dans votre bureau, j'ai vu sortir deux nicaraguayens très bien habillés. Qui étaient-ils?*

**IG:** Ce sont des travailleurs honnêtes les frères Portillo, dont les terres ont été confisquées et qui cherchent à les récupérer.

*IS: Votre Bureau d'appui aux démobilisés s'occupe également des anciens latifundistes?*

**IG:** J'essaie de faire un peu tout, dans le but de favoriser l'harmonie à la campagne. La guerre est terminée et il faut oublier les revanches.

*IG: Votre plantation de café et votre ferme d'élevage de Jinotega vous ont-elles été rendues?*

IG: Non, pas encore. Je survise avec l'aide que m'envoient certains amis.

IS: *Des amis de l'extérieur?*

IG: Nous recevons des petites donations en vêtements, médicaments et chaussures du CMA et de paysans du Texas.

IS: *Le CMA, le "Civilian military assistance" du Général Singlaub, Tom Posey et Jack Terrell?*

IG: Ce sont des fermiers.

IS: *Mais le CMA est l'organisation des vétérans mercenaires?*

IG: Il y a quelques vétérans, mais dans l'ensemble, ce sont des fermiers.

IS: *Parlez-moi un peu de vous...*

IG: Je suis seulement un fils du Nicaragua qui a rempli sa mission auprès du peuple: avoir entre les mains la guerre et la paix. Je suis né parmi les plus humbles fils de la montagne.

## LA NOUVELLE BARRICADA

Managua, 4 février (ANN). **Barricada n'est plus ce qu'elle était, à commencer par l'organe central du FSLN. Changement de forme et changement de fond, le quotidien s'est adapté à la nouvelle période.**

Pour ce qui est de la forme, le plus notable est la disparition, sous le titre, du combattant embusqué derrière une barricade. A la place, le chapeau de Sandino se profile sur le drapeau blanc et bleu du Nicaragua. Six colonnes au lieu de sept et l'utilisation de caractères d'imprimerie plus gros rendent la lecture plus aisée. Les rubriques ont été réordonnées et l'information internationale se trouve désormais en pages intérieures.

Deux nouvelles sections sont apparues: à la page d'opinion traditionnelle, dont les articles ou contributions sont généralement signés de noms connus, s'ajoute le "Forum des lecteurs" qui, comme son nom l'indique, est ouvert à tout le monde. En dernière page, la "Colonne du rédacteur" complète l'espace consacré au débat et à la réflexion.

"Pour les intérêts nationaux", telle est désormais la devise qui apparaît sous le titre en première page et caractérise ses nouvelles orientations. Le quotidien veut s'adresser à des secteurs plus larges que les sandinistes convaincus. "Sans être organe officiel du FSLN, *Barricada* reste pro-

priété du FSLN, mais se définit plus largement comme journal de la Révolution et pour autant défenseur des intérêts nationaux", explique Bayardo Arce, membre de la Direction nationale du FSLN, qui précise dans un éditorial les objectifs du quotidien: défendre l'état de droit, la constitution, l'indépendance et la souveraineté; élargir les espaces de participation populaire; favoriser la dépoliarisation de la société et la solution démocratique des conflits; défendre les choix économiques qui permettent le développement dans l'égalité sociale, défendre l'unité et la démocratisation du FSLN. En un mot, "un journal engagé en faveur de la démocratisation intégrale de la société du point de vue des couches populaires".

Le journal est désormais doté d'un Conseil éditorial dont les membres, désignés par la Direction nationale du FSLN, ont un rôle d'assesseurs. Il est composé du directeur Carlos Fernando Chamorro, du sous-directeur Javier Reyes, du rédacteur en chef Sergio de Castro, de Bayardo Arce, de l'ancien ministre de la Planification Alejandro Martínez Cuenca, du Commandant guérillero, aujourd'hui député, William Ramírez et de Rodrigo Reyes, ancien ministre de la Justice.

C'est le 30 janvier que *Barricada* a lancé sa nouvelle formule. L'opinion des lecteurs est plutôt favorable. Le quotidien est plus agréable à lire et plus professionnel. Il faut rendre justice à l'équipe de rédaction, qui fait depuis plusieurs mois des efforts sensibles pour améliorer la qualité du journal. Par ailleurs, le "Forum des lecteurs", qui occupe une page entière, permet une plus large expression de la base et va jouer son rôle dans la préparation du Congrès. Les suppléments de *Barricada* (*Gente, La revista del campo, Ventana* et *Los Cachorritos*) vont continuer à paraître comme par le passé.

## UNE VICTOIRE DES MILIEUX DE LA PRESSE

Managua, 6 février (ANN). **Le journal Barricada a entrepris la semaine dernière une forte campagne contre le Décret 55-90 qui réglemente l'utilisation des fréquences radio-électriques et comportait des articles limitant la liberté d'expression sur les radios, alors que celles-ci constituent le premier véhicule de l'information au Nicaragua. La réaction des milieux professionnels ne s'est pas fait attendre et l'exécutif a dû céder: le texte sera révisé.**

Au milieu d'une multitude de dispositions techniques, le décret 55-90 comportait des articles limitant la liberté de la presse. Il prévoyait entre autres des sanctions pour "altération des informations ou communiqués officiels" et précisait: "En cas de conflit international, de sédition, d'émeutes ou d'activités troublant l'ordre public, comme mesure préventive, la police pourra être présente dans les stations de radio pour éviter la violation de ce dé-

cret...En cas d'altération de l'ordre public, de guerre, de catastrophes naturelles ou en toute autre circonstance qui requiert la mise en état d'urgence des institutions du gouvernement, la Division des fréquences radio-électriques pourra suspendre ou réduire les transmissions des radios sur les fréquences qu'elle estimera nécessaires". Les professionnels de l'information, aussi bien de droite que sandinistes, ont très fortement réagi à la publication de ce décret, élaboré en octobre de l'année passée mais publié en janvier seulement au Journal officiel. Pour beaucoup, il est évident que de telles dispositions avaient un rapport avec la grève de juillet dernier et rappelaient le fameux "Code noir" de Somoza.

Le fait qu'un mécanisme de censure soit décidé par décret et non par une loi débattue à l'Assemblée nationale avait également été critiqué par les sandinistes. Ceux-ci faisaient valoir en outre que l'UNO et Violeta Chamorro elle-même avaient fait campagne contre la loi sur la presse du gouvernement sandiniste rejetant l'idée même d'une telle loi. Face au tollé général provoqué par le décret, l'exécutif s'était senti quelque peu mal à l'aise au point que le ministre des Postes et Télécommunications Pablo Vigil, chargé des aspects techniques du décret, avait rejeté la responsabilité des articles litigieux sur le ministre de la présidence chargé de l'information Danilo Lacayo, qui avait nié sa participation à leur élaboration.

La présidence a finalement décidé de supprimer les trois articles les plus litigieux et d'en réformer un quatrième, celui qui prévoyait des amendes en cas d'infraction. "L'attitude du gouvernement est méritoire car il a su rectifier son erreur", estime Guillermo Rotschuh, spécialiste en Sciences de la communication qui avait le premier attiré l'attention sur le décret 55-90. C'est incontestablement une victoire des milieux professionnels.

## LA DEUXIEME INDEPENDANCE D'HAITI

Sergio Ferrari,

Port-au-Prince, 5 février (ANN). "Nous abordons la seconde libération, la seconde indépendance d'Haïti...Nous espérons qu'aujourd'hui on ne nous en volera pas les fruits comme cela s'est passé après 1804. Nous sommes bien décidés à nous défendre." Nous avons rencontré le père Antoine Adrien dans un quartier populaire des environs de la capitale, Port-au-Prince. Ce prêtre de 68 ans, qui a échappé à plusieurs attentats et a passé 30 ans en exil, et un des proches du Père Aristide, le nouveau président d'Haïti. A. Adrien aborde d'emblée un des principaux problèmes auquel sera confronté le nouveau gouvernement: l'armée.

"La menace des tontons macoutes persiste; ils ne se résignent pas à perdre. Il y a trois pouvoirs dans ce pays", ex-

pliquait récemment le futur président Aristide, "celui du peuple, celui du gouvernement et celui des macoutes. Ces derniers devront passer en justice." Quelques heures avant cette discussion, un groupe armé venait de porter un nouveau coup bas en incendiant un des centres pour enfants qui faisait partie d'un projet impulsé par Aristide, "La famille, c'est la vie".

## TRANSPARENCE, JUSTICE ET PARTICIPATION

Ces trois principes ont été expliqués tout au long de la campagne électorale à la manière imagée qu'affectionne Aristide: telles les trois pierres sur lesquelles on construit les fours artisanaux à Haïti, la transparence, la justice et la participation populaire formeront la base de la gestion gouvernementale. "Tout cela pour mijoter dans la marmite la dignité d'Haïti".

Le programme du nouveau gouvernement, à l'inverse de celui de ses adversaires qui promettait le paradis sur terre, est très simple, estime A. Adrien. "Nous proposons de passer en cinq ans de la misère la plus atroce à la pauvreté dans la dignité. Pour cela, et malgré les critiques des Etats-Unis, la base de notre économie sera l'agriculture. Nous voulons assurer la survie alimentaire par le biais de méthodes artisanales, augmenter la production d'exportation et garantir un travail aux trois millions de paysans qui vivent très en-dessous du seuil de pauvreté. Le salaire de base à la campagne ne dépasse pas les deux dollars quotidiens et, selon les chiffres d'organismes internationaux, le revenu annuel moyen par habitant est de 300 dollars. Il n'y a pratiquement pas d'hôpitaux dans le pays, 80 % de la population est analphabète, les services sociaux n'existent que sur le papier et un habitant de Port-au-Prince peut se sentir privilégié s'il dispose de 4 ou 5 heures par jour d'électricité. Les citernes d'eau potable fonctionnent à l'électricité, ce qui signifie que la capitale est pratiquement privée d'approvisionnement en eau.

Dans ce contexte, la proposition du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD) lancée par Aristide devait s'appuyer sur une base aussi concrète que réaliste. "Nous savons que nous ne pouvons pas tout transformer par magie mais nous pouvons faire beaucoup en peu de temps et les changements seront rapidement sensibles, assure le Père Adrien, qui est un des principaux conseillers d'Aristide. Nous commencerons par rétablir la justice en expliquant notre action au peuple, afin de l'encourager à participer. Nous allons tenter de répondre à un problème central: l'actuel fusion de la police et de l'armée. La police doit dépendre des instances de justice, ceci sera un pas décisif. Ensuite, nous voulons en finir avec le vol et le gaspillage des biens de l'Etat et, de là, parvenir à améliorer les services publics". Un coup d'oeil jeté à la presse locale donne raison au Père Aristide. Une étude récente publiée par l'Agence de presse haïtienne conclut que les graves problèmes d'énergie électrique sont plus liés à une mauvaise gestion qu'à un réel manque de combustible. Un contrôle strict

des comptes et un apport de 4 millions de dollars suffiraient pour régler ce problème qui, de plus, paralyse l'activité du pays.

#### L'ARMEE ET LES ETATS-UNIS

Dans les jours qui ont précédé le changement de gouvernement, Haïti a été un pays "en insurrection". Dans un climat de fête, des milliers d'habitants de la ville et de la campagne se sont mobilisés pour nettoyer et décorer les rues, couvrir les murs de fresques. Aucun quartier de Port-au-Prince n'a échappé à cette célébration de l'espoir renaissant et lorsque le leader des macoutes, Robert Lafontant, a tenté un coup d'Etat le 7 janvier, la population lui a spontanément répondu en descendant par milliers dans la rue, au prix d'une cinquantaine de morts et d'une centaine de blessés.

Pourtant, et malgré l'enthousiasme populaire, la situation actuelle frappe par sa fragilité. Chaque nuit, la vigilance s'organise face à un éventuel coup des macoutes. Le FNCD n'a été qu'un "chapeau pour la victoire d'Aristide", confesse un des proches du nouveau président. Cette absence d'une organisation solide et structurée s'ajoute à l'existence menaçante d'une armée qui abrite de fervents soutiens de la dictature. De leur côté, les Etats-Unis semblent se résigner difficilement à cette nouvelle expérience dans la région, un an à peine après que "l'ordre" soit rétabli au Nicaragua.

"Cette question de l'armée n'est pas réglée", signale le Père Adrien. Si pour le moment elle semble accepter le changement, ce n'est pas parce que cela lui convient mais parce qu'elle n'a pas d'autre option, du fait de la mobilisation populaire. C'est là la vertu principale de la candidature et de la victoire d'Aristide: celle d'être l'unique alternative réelle aux macoutes. Quant aux Etats-Unis, ils n'ont pas accepté la défaite et ils continuent à vouloir déstabiliser le pays. Pour ces élections, leur carte était la candidature du chef d'entreprise Marc Bazin. Ils ne s'attendaient pas à perdre. La veille des élections, la délégation Carter est venue me voir pour me demander de convaincre le Père Aristide qu'il allait perdre et qu'il devait préparer sa base à cette idée afin qu'il n'y ait pas de violence et de massacre à l'annonce des résultats. Le groupe Carter tenait ses informations de l'ambassade des Etats-Unis".

Si l'équipe d'Aristide s'efforce de manifester sa volonté de "bon voisinage" avec les Etats-Unis, il n'est pas évident qu'elle reçoive l'acceptation espérée, estime A. Adrien. De là au problème des ressources extérieures pour financer le programme gouvernemental, il n'y a qu'un pas. Une question se pose immédiatement: comment et de qui le nouveau gouvernement pense-t-il obtenir un appui? "Nous avons besoin de peu, au début. Contrairement à d'autres courants dans le pays, nous pensons que nous devons compter le plus possible sur nos propres ressources, aussi faibles soient-elles. Il y a un élément en

notre faveur: notre dette extérieure n'est pas très lourde car le pays a toujours été tenu à l'écart des prêts. Une fois lancés, nous solliciterons une aide extérieure, mais sans perdre notre dignité et sans accepter que quelqu'un interfère dans nos décisions. Nous comptons sur l'appui de la France, tout en sachant que l'Europe occidentale est dépendante des Etats-Unis et que cela aurait des conséquences en cas de boycott. Nous pensons que l'Amérique latine pourrait jouer un rôle essentiel. Nous demandons relativement peu: du combustible et des marchés pour vendre nos produits (café, bauxite et sucre). Nous avons confiance dans notre continent", conclut le Père Adrien.

La discussion se termine alors que de partout nous parviennent les échos de la mobilisation. Mythe pour les uns, idole pour les autres, "bénédiction du ciel" pour beaucoup, le Père Aristide, président du pays le plus pauvre du continent, apparaît au moment même où la "crise de l'utopie" exigeait un nouveau signe d'espoir.

#### EN BREF

**SANTE.** Les travailleurs de la Santé en lutte depuis trois semaines ont décidé de paralyser totalement les centres de santé et les centres hospitaliers de la capitale à partir du 11 février si le gouvernement ne répond pas à leurs revendications. La présidente Chamorro a nommé une commission de négociation.

**LA REVOLTE GRONDE DANS LES BIDONVILLES.** Le maire de Managua a envoyé des camions détruire les maisons d'un bidonville récemment installé près du lac. Les employés municipaux n'ont réussi à démonter qu'une vingtaine de maisons. Les habitants ont aussitôt construit des barricades, allumé des feux et brandi leurs machettes. La commission du Conseil municipal chargée de la question des bidonvilles aurait dû auparavant discuter avec eux; mais il semble que certains préfèrent la manière forte. L'idée est de convaincre les habitants de s'installer ailleurs sur des terrains que la mairie propose de leur vendre. L'immense majorité d'entre eux n'a évidemment pas l'argent nécessaire.

**DETTE ET SOUVERAINETE.** Le gouvernement nicaraguayen a renégozié sa dette, de plus d'un milliard de dollars, avec le Mexique. Entre autres, il lui a cédé des avoirs sur les entreprises d'état qui seront bientôt privatisées, pour un montant de 50 000 dollars. Le même procédé sera utilisé pour la dette avec le Costa Rica. Par ailleurs, Antonio Lacayo est parti à Washington pour demander à l'administration Bush de respecter ses promesses et de jouer les bons offices auprès d'autres gouvernements pour qu'ils aident le Nicaragua. Il a déclaré que si l'aide ne vient pas, la démocratie sera en danger.

**LA CONTRA A RENDU SON MATERIEL MILITAIRE**, à l'exception des 300 kilos d'explosifs découverts dans une maison de Tipitapa, près de Managua avec quelques armes et du matériel radio. C'est le frère de *Franklin*, le numéro un de la contra, qui les avaient cachés dans la maison d'un autre contre-révolutionnaire.

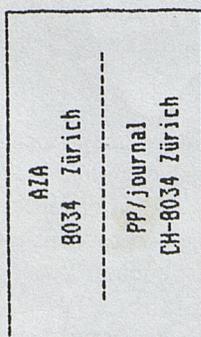
**LE CRACK EST ARRIVE** à Managua. Le problème de la drogue fait la une des journaux presque tous les jours. C'est ça aussi le changement.

**BATAILLE DANS LE GOLFE DE FONSECA.** Deux bateaux dans lesquels se trouvaient des membres de la Direction des ressources naturelles et des gardes-frontières ont été attaqués dans le Golfe de Fonseca, dans les eaux territoriales nicaraguayennes, par des bateaux pirates honduriens. Le bilan est de deux morts et un blessé. Non contents de ce premier affrontement, les hors-bord honduriens ont fait de nouvelles incursions. La pêche illégale dans les eaux nicaraguayennes est un problème permanent et, dans le Pacifique, elle est liée au trafic de drogue.

**MISSILES.** Au cours d'une cérémonie officielle, le FMLN a rendu à l'Armée nicaraguayenne les missiles qu'il avait obtenus par l'intermédiaire d'officiers nicaraguayens. Ceux-ci seront jugés par un tribunal militaire. La Jeunesse sandiniste a demandé leur libération "pour raison politique", s'appuyant sur le cas de l'ancien chef contra Aristides Sánchez, qui n'a pas été poursuivi après avoir fomenté la sédition dans la Région V.

**LES REFUGIES SALVADORIENS** au Nicaragua ont lancé un appel au peuple nicaraguayen et à la solidarité internationale: "Nous avons su qu'une répression contre les réfugiés salvadoriens se prépare dans ce pays. Dans notre immense majorité, nous nous sommes intégrés à la société nicaraguayen dont nous respectons les lois. Nous rappelons notre condition de réfugiés protégés par le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) et rendons le gouvernement du Nicaragua responsable de tout attentat qui pourrait nous frapper." Pour protester contre l'attitude du gouvernement salvadorien qui empêche leur rapatriement, une centaine d'entre eux ont entamé une grève de la faim dans une église de Managua.

**GUATEMALA.** L'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque (UNRG) a lancé une série d'attaques contre des objectifs militaires et économiques pour accélérer le processus de négociation. Le gouvernement a réitéré sa disposition à rencontrer la guérilla. Les Etats-Unis ont accordé 60 millions de dollars d'aide économique au Guatemala et conditionnée la reprise de l'aide militaire au respect des droits de l'homme dans le pays. Le Procureur des droits de l'Homme a révélé qu'il y a eu l'année dernière 599 assassinats et 140 disparitions.



**IMPRESSUM** Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN  
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,  
 CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.  
 Coordinateur: Martin Muheim.  
 Téléphone: (41) 01/382'04'66. Télex: (45) 817'585'158 com ch.  
 Electronic mail: GeoMail NET2:ANN-EUROPA;  
 Internet ANN-EUROPA@NET2.GEOMAIL.ORG;  
 DASnet (DCFCM2)ANN-EUROPA.

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 22. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.